

Bilan mitigé des efforts de la médiation dans le conflit burundais

PANA, 24/10/2008 Bujumbura, Burundi - Le médiateur dans le conflit burundais et ministre sud-africain de la Défense, Charles Nqakula, est reparti jeudi de Bujumbura sans avoir fait bouger les positions des parties belligères sur les points encore litigieux dans leur accord de cessez-le-feu, en souffrance depuis plus de trois ans, apprend-on de source diplomatique dans la capitale burundaise. M. Nqakula avait réuni, la veille, pendant six heures, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, et le leader du parti pour la Libération du peuple hutu/front national de libération (PALIPEHUTU-FNL), Agathon Rwaso, mais sans parvenir à rapprocher leurs positions toujours rigides, notamment, en ce qui concerne le changement d'appellation du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays pour désigner l'agressement en tant que parti politique, à l'ouverture de la procédure constitutionnelle.

Après Bujumbura, le médiateur s'était ensuite rendu à Kampala, en Ouganda, pour rendre compte des points de blocage dans sa délicate mission au président de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi et chef de l'Etat ougandais, Yoweri Museveni. Il est ensuite revenu, jeudi, dans la capitale burundaise, avant de retourner chez lui en Afrique du Sud, mais sans une nouvelle rencontre avec les protagonistes de la crise sociopolitique dans le pays, et sans faire de déclaration à la presse. Le directoire politique, qui assiste la médiation sud-africaine dans le conflit burundais, s'est chargé de rendre public, ce vendredi, un communiqué de presse très bref, avec surtout des termes diplomatiques, qui renseigne simplement que la présidence de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi a "bien accueilli" le rapport présenté par le facilitateur. Par conséquent, l'initiative régionale a instruit les ministres des Affaires étrangères de la Tanzanie, de l'Ouganda et d'Afrique du sud, en collaboration avec la facilitation, d'effectuer une visite au Burundi aussitôt que possible, en vue de poursuivre les discussions avec le gouvernement burundais et le PALIPEHUTU-FNL quant à la voie à suivre pour aller de l'avant, peut-on encore lire dans le communiqué. L'Ouganda et la Tanzanie assurent, respectivement, la présidence et la vice-présidence de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi. Le directoire politique, quant à lui, a été mis en place pour appuyer la médiation sud-africaine et se compose de diplomates des Nations unies, de l'Union africaine et de l'Union européenne à l'ouverture au Burundi. Les points de blocage, dans la mise en application effective de l'accord de cessez-le-feu, font craindre de plus en plus, dans l'opinion nationale, un retour aux hostilités. La dernière confrontation d'envergure entre militaires burundais et les rebelles du PALIPEHUTU remonte à avril dernier et avait fait une centaine de tués de part et d'autres des belligères, avant la conclusion d'un nouvel accord de cessez-le-feu entre le pouvoir central et la seule rébellion encore active des sept qu'on connues le Burundi au cours de ces 14 dernières années de guerre civile.